

## Burundi : Iwacu bientôt de nouveau en kiosque

RFI, 19-05-2015 Burundi : les radios toujours bouclées Au Burundi, Pierre Nkurunziza a demandé une enquête urgente au ministre public sur les dégâts infligés aux radios privées, sur les auteurs de ces attaques et sur le rôle des médias dans la crise. Alors que dimanche, la présidence avait affirmé ne pas avoir d'objections à la reprise de programmes, ces radios sont sous bonne garde de la police. [Photo : le siège de la radio RPA en flammes, après une attaque dans la nuit du 13 au 14 mai à Bujumbura par des partisans du président Pierre Nkurunziza]

Les radios sont toujours bouclées à Bujumbura. Ce mardi matin, Innocent Muhozi, le patron de la radio et télévision Renaissance, a une nouvelle fois essayé d'entrer dans ses locaux. Six policiers l'ont empêché. Il a insisté. Finalement, on lui a demandé de se rapprocher du ministre de la Sécurité publique, lui indiquant qu'il lui fallait une autorisation écrite. Plusieurs patrons de ces radios privées avaient encouragé après les déclarations dimanche conseiller en communication du président Nkurunziza. Il avait expliqué que, bien sûr, ces radios pouvaient reprendre leurs programmes. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'une passe d'armes entre le conseiller Willy Nyamitwe et les réunis à la conférence de presse de relance d'Iwacu, le principal journal du Burundi qui, lui, reprend sa publication après cinq jours d'interruption. Iwacu est de nouveau en kiosque Le groupe de presse privé qui emploie une vingtaine de journalistes et de graphistes à Bujumbura comprend une newsletter quotidienne, un hebdomadaire qui paraît le vendredi, un mensuel et une web TV. Iwacu avait suspendu ses activités de façon préventive suite aux attaques contre les principales radios du pays attribuées à des hommes en tenue agissant pour le compte des autorités. Les journalistes qui avaient pris la fuite ne sont pas encore tous revenus au travail, mais Antoine Kabuhare tenait à ce que ses journaux retrouvent le chemin des kiosques le plus rapidement possible. « Nous sommes très heureux parce qu'on a eu un très grand soutien des médias internationaux, mais aussi de tous les ambassadeurs occidentaux accrédités au Burundi, ce qui signifie qu'on n'est pas seuls », commente-t-il. Mais la première responsabilité, elle, au gouvernement burundais qui doit assurer, qui doit assumer la sécurité des journalistes au Burundi. Est-ce que le Burundi peut aller aux élections sans une presse indépendante ? Je crois que pour la crédibilité des élections, il faut aussi qu'il y ait des médias libres. J'espère que le gouvernement comprend cela. (â€) Il y a beaucoup de journalistes ne sortent pas encore. Il y en a qui ont dû partir, s'exiler, se mettre à l'abri. Progressivement peut-être la situation va calmer. On verra dans les jours à venir. » Du côté du haut conseil de la communication, comme du ministre de la Communication, on avait déjà mis un bémol aux déclarations de dimanche en parlant de conditions. Techniques d'autant donné que ces radios ont été ravagées. Politiques ensuite, en instaurant une sorte de cadre dans lequel ces radios pourraient évoluer. La RPA, Isanganiro, Bonesha et Renaissance sont accusées par le pouvoir de faire une manipulation ou d'une autre la part belle aux manifestants et d'avoir diffusé les messages des putschistes. En début d'après-midi, la présidence a annoncé que le président Nkurunziza avait demandé une enquête « urgente » pour évaluer les dommages et identifier les responsables des attaques et terminer le rôle de ces radios dans la crise.